



HAL
open science

Chapitre 7. Mobilisations et contestations sur les blogs et réseaux sociaux

Perrine Poupin

► **To cite this version:**

Perrine Poupin. Chapitre 7. Mobilisations et contestations sur les blogs et réseaux sociaux. Presses des Mines. Genèse d'un autoritarisme numérique, Presses des Mines, pp.165-187, 2023, 9782385424244. 10.4000/books.pressesmines.9118 . hal-04343210

HAL Id: hal-04343210

<https://hal.science/hal-04343210>

Submitted on 18 Dec 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0
International License



Françoise Daucé, Benjamin Loveluck et Francesca Musiani (dir.)

Genèse d'un autoritarisme numérique

Presses des Mines

Chapitre 7. Mobilisations et contestations sur les blogs et réseaux sociaux

Perrine Poupin

DOI : 10.4000/books.pressesmines.9118

Éditeur : Presses des Mines

Lieu d'édition : Paris

Année d'édition : 2023

Date de mise en ligne : 1 juin 2023

Collection : Sciences sociales

EAN électronique : 9782385424244



<http://books.openedition.org>

Référence électronique

POUPIN, Perrine. *Chapitre 7. Mobilisations et contestations sur les blogs et réseaux sociaux* In : *Genèse d'un autoritarisme numérique* [en ligne]. Paris : Presses des Mines, 2023 (généralisé le 06 juin 2023).

Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/pressesmines/9118>>. ISBN : 9782385424244.

DOI : <https://doi.org/10.4000/books.pressesmines.9118>.

Mobilisations et contestations sur les blogs et réseaux sociaux

Perrine Poupin

En Russie, le monde militant et la pratique revendicative ont été reconfigurés par le numérique. Les transformations sont telles que la réflexion sur Internet et les réseaux numériques sociaux s'impose désormais comme un passage obligé pour étudier ces activités [Desroches, 2011]. Comme d'autres secteurs du monde social, les mobilisations collectives ont été envahies de manière croissante par des supports technologiques informatisés notamment portables et mobiles, jusque dans les régions les plus reculées du pays. Les protestataires sont passés des mails, des listes de diffusion et des blogs (LiveJournal) à des dispositifs du Web 2.0 (sites de réseaux sociaux, médias sociaux comme YouTube), les premiers étant cependant encore utilisés par une partie des personnes. Les usagers et les types d'usages sont diversifiés : Facebook, Twitter, Telegram sont les principaux moyens de communication des militants politiques et des populations urbaines et diplômées, le réseau russe VKontakte reste le média principal des habitants et des citoyens ordinaires.

En plus de coordonner des actions revendicatives, les technologies numériques permettent aux collectifs d'informer au quotidien, de diffuser des contre-expertises, de faire pression sur des dirigeants, de discuter et de mener des enquêtes. Des initiatives sont spécifiquement dédiées à l'activité informationnelle de type généraliste ou spécifique (corruption des élites, écologie, libertés en ligne, etc.). Certaines d'entre elles sont désormais basées en Europe à la suite de l'exil de leurs fondateurs. Des associations juridiques accompagnent également les personnes victimes de répressions liées à Internet. Enfin, le contexte pandémique et le confinement ont par exemple été l'occasion d'initiatives solidaires et de manifestations virtuelles sur Internet, à partir d'inscriptions portées sur des cartes de grandes villes proposées par des applications GPS. Le chapitre s'intéresse à l'articulation entre action collective et nouvelles technologies dans les mobilisations collectives de la dernière décennie en Russie, après une mise en contexte historique. Il rend compte de l'actualisation de l'action collective dans le contexte russe, où Internet a peu à peu cessé d'être la zone de liberté qu'il semblait

être jusqu'au début des années 2010. Il montre ce que sont devenus ces espaces dans le cadre de la guerre en cours, où les réseaux sociaux (VKontakte, mais aussi Telegram et YouTube) constituent aussi des vecteurs de propagande pro-Kremlin, en Russie, en Europe et sur les territoires occupés par la Russie en Ukraine.

LE DÉVELOPPEMENT D'UN INTERNET À BUT REVENDICATIF ET L'ATTRAIT DU MÉDIA-ACTIVISME. FIN DES ANNÉES 1990-DÉBUT DES ANNÉES 2000

Le marketing politique a fait son apparition en Russie lors de la campagne présidentielle de 1996, à une époque où les médias russes sont passés sous contrôle de groupes oligarchiques qui les ont instrumentalisés comme outils de guerre médiatiques. Ce marketing politique fait aujourd'hui partie du paysage politique russe [Rakhmanova, 2012]. Les nouveaux dispositifs de communication fascinaient les militants et les artistes engagés des grands centres urbains, qui avaient l'impression que le «PR» (les relations publiques) politique et la «*polittekhologia*» (la technologie politique) étaient des instruments essentiels de l'action politique et des outils qu'il fallait étudier [Kireev, 2006, p. 17]. Dans cette perspective, des militants initièrent une forme de «médiactivisme» (le terme apparaît à la fin des années 1990 et au début des années 2000 en Russie) en se donnant comme mission de produire, de manière horizontale, un type d'information sur des bases militantes, visant à proposer un autre cadrage des réalités politiques et sociales¹.

Lors de la campagne pour les élections parlementaires de décembre 1999, le groupe *Radek*, composé d'artistes et de militants moscovites, organisa une mise en scène spectaculaire, axée sur le succès médiatique. Cette action faisait suite à une série d'interventions urbaines artistiques, regroupées *a posteriori* sous le nom d'«actionnisme moscovite», à forte teneur politique et plutôt destinées jusqu'alors à la communauté des pairs. Les actions se sont ensuite adressées à un public plus large et ont tablé sur un modèle de «spectateur anonyme», qui aurait incarné la condition commune des individus en Russie de l'époque. Selon ces artistes, le chaos, la dépression et la violence des années 1990 avaient détruit le public démocratique et actif de la perestroïka. Il fallait, pour eux, s'adresser à un autre public, celui des médias de masse. Le 7 décembre 1999, le groupe *Radek* brandit sur le mausolée de Lénine, aux pieds des murs du Kremlin, une banderole avec ces mots : «Contre tous !²». L'action fut retransmise par plusieurs chaînes de télévision, avec une liberté de ton possible à l'époque, leurs journalistes ayant été invités sur les lieux par les artistes.

1 Sur la notion de média-activisme, voir [Cardon & Granjon, 2013].

2 Selon la Constitution russe, il était légalement possible jusqu'en 2006 de voter «contre tous les candidats», et dans le cas où la majorité des votes allait à cette mention, les élections devaient être reconduites, avec de nouveaux candidats. Cela n'arriva jamais.

Les participants de ce type d'action rêvaient qu'en préparant une action claire, inattendue, brillante et en la montrant à la télévision, ils pouvaient changer les mentalités. Les actions spectaculaires sont en effet vues par leurs initiateurs comme seules capables d'attirer un public découragé par la politique ordinaire [Cossart & Taïeb, 2011, p. 146]. La campagne fut un succès, mais sans lendemain. Ces performances de rue ont ouvert la voie à toute une série d'actions à forte dimension spectaculaire, ponctuelles, rapides et ne nécessitant pas d'engagement sur la durée. Ce type d'actions a été mené dans les années 1990 par les activistes écologistes et libertaires de *Khraniteli Radougui* (Les gardiens de l'arc-en-ciel) et le Parti national-bolchévique russe (NBP) d'Édouard Limonov, et dans les années 2000 et 2010, par les groupes *Voïna* (2007-), *Pussy Riot* (2011-) et les militants antifascistes. Ces groupes furent poursuivis après 2012. Leurs membres ont connu la prison et l'exil. Le registre de l'action spectaculaire, médiatique, malgré ces répressions et le peu de résultats, est resté très populaire et fait encore figure de référence aujourd'hui chez les militants politiques, les intellectuels et les artistes engagés.

Le médiactivisme en Russie s'est ensuite diversifié et s'est approprié des innovations technologiques qui ont conditionné par la suite la production et la diffusion des informations militantes. Il prit un tournant vidéo au début des années 2000 et adopta les dispositifs numériques de communication, perçus comme des outils d'émancipation et des catalyseurs de changements sociaux. La multiplication de caméras-vidéo légères à des prix abordables et d'appareils mobiles de type smartphone et tablette a permis à de nombreux activistes de photographier et de filmer les rassemblements de rue et les activités revendicatives. Les militants se mirent à diffuser les images sur Internet afin de rendre compte des événements revendicatifs d'une autre manière que les médias officiels, qui couvraient peu, mal ou pas du tout ces actions. Différents usages peuvent être recensés [Poupin, 2013]. Dans le public des pairs, les récits et les images permettent de revivre des expériences passées, dont certaines très vives. Concernant le public plus large, Internet permet aux militants et aux artistes engagés de transmettre et de visualiser les preuves par l'image de la possibilité de protester et d'être courageux : les activistes pensent ainsi convaincre, recruter de nouvelles personnes et inciter le public à passer à l'action. Dans cette perspective, l'image chargée d'émotions est perçue à la fois comme le support et le message, et elle est censée être performative. Elle est vue comme un catalyseur direct de l'évolution du public [Bloomfield & Doolin, 2012], passant du public passif à public actif. Cette vision est restée dominante dans le monde militant jusqu'à aujourd'hui.

En plus de montrer les rassemblements de rue, Internet et les outils de communication numériques ont été appropriés par les groupes militants pour diffuser des informations, critiquer l'action gouvernementale, mener

des campagnes publiques, débattre, créer des réseaux, recruter, se socialiser et organiser des rassemblements. Les groupes utilisèrent à partir de la moitié des années 1990 le courrier électronique [O'Lear, 1999], puis au début des années 2000 les blogs (LiveJournal, lancé en 2000 en cyrillique) [Poberezhskaya, 2018], et ensuite les sites Internet et les plateformes numériques (par ordre de popularité, YouTube lancé en Russie en 2007, VKontakte en 2006, Facebook en 2008 et Twitter en 2007). Telegram fut lancé plus tard, en 2013, par les frères Nikolai et Pavel Dourov, fondateurs de VKontakte, après que le gouvernement russe eut pris le contrôle de VKontakte. LiveJournal, Facebook, Twitter et Telegram sont surtout utilisés par les cercles restreints de l'opposition politique et des populations urbaines et diplômées. VKontakte n'a jamais cessé d'être le réseau social le plus populaire en nombre d'utilisateurs en Russie. Ces différences d'usages traduisent une fracture politique et sociale dans le pays. Ceci dit, il existe des usages mixtes et complémentaires entre différents outils numériques, en fonction des contenus et des contacts. Nous distinguons dans la suite du propos deux grandes catégories d'usagers, l'opposition politique et les citoyens non-militants.

PROMESSES D'INTERNET COMME ESPACE PUBLIC CHEZ L'OPPOSITION POLITIQUE. ANNÉES 2000 ET 2010

Avec le développement d'Internet dans les années 2000, les militants politiques montrèrent une grande appétence pour les médias numériques, considérés comme des outils puissants d'information, de communication et d'organisation. Au même moment, le régime de Poutine reprenait le contrôle sur les médias mainstream. Internet représentait pour une population urbaine et diplômée qui ne faisait pas confiance aux médias traditionnels une révolution de l'information par rapport à la période soviétique et aux années 1990 [Trakhtenberg, 2004 ; Nenachev, 2010]. La liberté de ton sur Internet a été très grande jusqu'aux manifestations contre la falsification des élections en 2011-2012, qui ont réuni plusieurs centaines de milliers de personnes dans les rues et qui ont marqué un tournant dans les rapports du pouvoir à Internet. Auparavant, les mécanismes de contrôle existaient, mais ils étaient ciblés et subtils. Pour les militants et certains analystes, Internet constituait en Russie un refuge pour s'exprimer et débattre librement, voire un véritable espace public autonome [Nocetti, 2012]. Internet était le lieu de nouvelles formes d'expression et de contestation qui travaillaient la Russie connectée, plutôt insensible au militantisme traditionnel. Il permettait un engagement ludique et distancié et représentait un facteur d'émancipation de la classe moyenne urbaine. Pour d'autres analystes, cette liberté d'informer et de débattre sur Internet était un leurre, une «émigration virtuelle» d'une partie des intellectuels [Tchernyshev, 2008] ou, pour reprendre une expression russe, une «*soupage d'évacuation de la*

vapeur sociale», tolérée par les autorités qui y voyaient une manière de surveiller les critiques et les contestations, de les contenir en ligne et si besoin de réprimer les auteurs. Ces critiques d'Internet en tant que lieu d'expression alternatif sont apparues dès le début des années 2000, lors de l'avènement au pouvoir de Poutine. Dans les mêmes années, la télévision restait la principale source d'information pour la majorité de la population, y compris dans la capitale.

Depuis les élections législatives de 2003, et des amendements incessants à la loi électorale par Poutine qui ont permis un filtrage des candidats, les partis d'opposition libéraux-démocrates (par exemple *Iabloko* et *Pravoïe Delo*) ont été expulsés de l'arène parlementaire. L'opposition s'est recomposée et a réinvesti la rue, qui est devenue pour elle un nouvel espace de représentation³. Dans ces conditions, la protestation de rue est perçue comme la seule expression possible pour les *outsiders* politiques sur la scène publique [Lipsky, 1968]. Les usages d'Internet de l'opposition ont suivi ces modifications des rapports de force entre acteurs politiques. Certains d'entre eux ont développé sur Internet des activités informationnelles de type généraliste et spécifique (corruption des élites, mouvements des droits de l'homme et associations juridiques de défense des libertés en ligne, etc.). Ils ont créé des blogs, puis des pages personnelles et des sites. Certains de ces groupes sont désormais basés en Europe à la suite de l'exil de leurs fondateurs, persécutés en raison de leurs activités revendicatives, notamment après le tournant des années 2011-2012 (voir chapitre 8). D'autres acteurs politiques de l'opposition se sont engagés dans l'organisation de séries de rassemblements de rue pour un changement de système politique («Marche des dissidents», 2005-2008) et le droit de la liberté de réunion («Stratégie-31», 2009-2015), durement dispersés par le pouvoir. Des blogueurs de LiveJournal, qui joua un rôle pionnier dans l'Internet revendicatif en Russie dans les années 2000 [Etling et al., 2010], ont pu raconter ces événements, en témoins directs sur leurs pages personnelles. En 2017, quelques dizaines de milliers de personnes descendirent dans la rue, répondant au slogan d'Alekseï Navalny: «Il n'est pas votre Dimon» (un diminutif argotique de Dmitri), après la diffusion sur YouTube d'un documentaire traitant des affaires de corruption liées au Président du gouvernement de la Fédération de Russie Dmitri Medvedev (33 millions de vues en quelques jours). En août 2019, environ 50 000 participants se rassemblèrent à Moscou après le rejet de la candidature d'une soixantaine de candidats indépendants aux élections locales et pour demander des élections libres.

Dans ces années 2010, avec le développement des réseaux sociaux numériques dans les centres urbains et la numérisation d'une partie de la vie sociale, les

3 Le leader démocrate Ilya Iachine l'explique en 2005 dans son ouvrage *Ulitchny protest* [La protestation de rue] (https://www.yabloko.ru/Publ/Book/Yashin/protest_004.html, consulté le 17 février 2023).

frontières entre espaces publics et privés se sont déplacées. Les sociabilités revendicatives ont évolué. Les groupes militants ont dès lors occupé à la fois des espaces géographiques physiques et ouverts (rassemblements de rue), des lieux fermés (pour les réunions et conférences) et des espaces publics numériques [Baker, 2011]. Ces évolutions de la digitalisation des activités revendicatives étaient perçues comme des améliorations majeures par les militants en Russie. Ces derniers appelaient explicitement de leurs vœux la convergence entre la rue et le cyberspace, et même parfois le remplacement de la première (faisant l'objet de plus en plus de mesures répressives) par la seconde.

Internet et les outils numériques offraient à ceux qui luttait de nouvelles « opportunités médiatiques » [Gamson, 1998, p. 63] : les militants pouvaient composer des récits alternatifs aux récits officiels et aux opinions communément admises. Les récits et les images qui circulaient sur Internet construisaient des communautés imaginées et des identités publiques d'opposition au régime. Tout rassemblement de rue donnait lieu à la réalisation de films et de photographies, publiés et diffusés sur Internet. Ces formes visuelles sont des embrayeurs puissants de conversations privées et publiques [Gunthert, 2013 ; 2014]. Selon les dires des militants, sans ces images, l'action n'existait pas. Les militants plaçaient de grands espoirs dans Internet, y compris pour recruter de nouveaux membres. Les groupes misaient davantage sur les relais médiatiques que sur les rencontres physiques dans les rassemblements. Le succès des actions se mesurait à la quantité des réactions engendrées sur Internet [Gromov, 2008, p. 27] et notamment dans les médias numériques. Cette stratégie médiatique est typique des années 2000 et 2010.

Le développement des médias numériques n'a pas mis en cause la dépendance des militants envers les médias professionnels. Cette situation n'est pas typique de la Russie [Neveu, 2010 ; Lysenko & Desouza, 2010]. Au contraire, de nombreux militants ont embrassé dans les centres urbains une carrière de journaliste et ont mis le travail médiatique au cœur des activités revendicatives en Russie. Les discours militants ont été nourris de stratégies de captation de l'attention médiatique. Les collectifs ont organisé des rassemblements et des campagnes publiques dans des formes « médiatiquement acceptables », c'est-à-dire qui devaient être conformes aux canons démocrates-libéraux russes qui régissent l'action revendicative – approche légaliste qui utilise les canaux admis de la contestation comme les meetings, les pétitions et les lettres, ainsi qu'une critique des pratiques plus radicales d'action (actions non autorisées par les autorités, grèves, occupations de sites, sabotages y compris en temps de guerre comme actuellement). La stratégie médiatique crée des tensions et des pressions éprouvantes sur les personnes et les mises en commun à l'intérieur des groupes. Elle a un impact sur l'action revendicative et les récits sur l'action. Selon cette

perspective, les militants s'adaptent aux besoins des médias plus qu'ils n'élaborent une stratégie propre [Rucht, 2004]. Les médias traitent comme des cas individuels ce qui pourrait être problématisé en enjeux collectifs [Neveu, 1999]. Ils ont tendance à héroïser certains militants au sein de la foule [Gitlin, 1980, p. 146-179]. La « certification médiatique des leaders » [Neveu, 1999, p. 249] renforce les chefs dans leurs organisations. Elle valide la forme organisationnelle traditionnelle dans les milieux de l'opposition politique russe, qui excluent les profanes des processus de décision. Le but premier de cette stratégie est d'occuper au maximum les scènes des meetings et l'espace médiatique afin, selon une formule que les militants répètent à l'envi, d'« imposer à la société [leur] agenda » [*povestka*]⁴. Cette stratégie implique un désinvestissement à l'égard d'un travail militant de terrain [Neveu, 2010, p. 250], par manque de temps et d'intérêt et en raison des risques encourus. Dans cette logique, les collectifs cherchent peu à ouvrir des espaces de discussion et de politisation dans les rassemblements ou les réunions alors que ces activités sont pourtant capables de façonner un imaginaire et des conduites politiques ainsi que de favoriser l'innovation tactique [Sobieraj, 2011].

La dématérialisation des discussions a eu un autre impact sur les activités revendicatives. Elle a donné lieu à une nouvelle forme de socialisation propre à Internet, qui n'a pas aidé les militants en Russie à établir une langue publique, qui puisse sortir les situations de communication des deux formats qui prévalaient en URSS, à savoir les « discussions de cuisine » entre proches et la langue formelle et officielle rigide. L'art de parler et de s'écouter en public n'est pas un exercice reconnu dans les activités politiques ou revendicatives. Le sociologue Boris Gladarev [2013] utilise la métaphore de « surdité publique » pour qualifier le défaut de capacités de parler en public dans des discussions publiques. Internet constitue, en Russie comme dans d'autres pays autoritaires, un espace d'interactions complexes entre divers types d'internautes, journalistes et autorités [Arsène, 2011]. De plus, les différentes plateformes sont agrégées entre elles et les points de vue exprimés sont plutôt homogènes. Les personnes sont idéologiquement proches et certaines appartiennent aux mêmes réseaux d'interconnaissance hors ligne. Ces plateformes excellent dans la diffusion restreinte au sein de petits cercles de personnes qui savent où trouver l'information (« *narrowcasting* »), mais jouent un rôle en général mineur dans la large diffusion (« *broadcasting* ») et la transformation des opinions [Sobieraj, 2011, p. 175]. En Russie, les médias de l'espace public oppositionnel constituent, selon des analystes, des sortes de « ghettos informationnels » à la fois isolés et isolants [Kiriya, 2012], potentiellement renforcés par les logiques algorithmiques [Pariser, 2011]. Il est difficile en réalité d'évaluer concrètement

4 La notion de « mise en agenda » fut importée des États-Unis et entra massivement dans la langue ordinaire des journalistes, qui par dizaines de milliers ont assisté depuis 1991 à des stages aux États-Unis et des séminaires d'ONG en Russie, comme l'organisation *Interviews* (liquidée en 2007 par Vladimir Poutine) qui assura des formations professionnelles gratuites [Matvejev, 2010, p. 10].

l'efficacité de la participation et des mobilisations en ligne et les effets d'Internet sur l'engagement explicite hors ligne car la nature des publics civiques concernés est peu aisée à identifier [Arsène, 2011, p. 896].

En Russie, les activités revendicatives font face à un environnement hostile et imprévisible. Elles sont menées la plupart du temps dans le régime de l'urgence. Les militants sont peu nombreux, ils se sentent isolés et marginalisés. Dans les années 2000 et 2010, les rassemblements réunissaient en moyenne quelques centaines de participants, y compris à Moscou ou Saint-Petersbourg, qui comptent respectivement 12,7 et 5,4 millions d'habitants. Les pratiques protestataires sont risquées et obtiennent rarement gain de cause. Les rassemblements sont régulièrement dispersés par les forces de l'ordre. Dans ce contexte, Internet offre la possibilité de communiquer, sans le risque de l'épreuve des relations concrètes. Les croyances liées aux capacités de « changer la société » par Internet ont redéfini les priorités de la scène revendicative des années 2000-2010. La stratégie médiatique nourrit autant de croyances que d'incertitudes chez les militants. Selon une causalité circulaire, l'absence de militants et de base sociale invite au choix de la stratégie médiatique. Ce processus creuse le fossé entre les militants politiques et le reste de la population, entre les militants chevronnés et les militants moins investis, qui quittent les collectifs rapidement. La stratégie médiatique fonctionne comme cause et conséquence de l'érosion du militantisme.

En outre, la mise en visibilité des pratiques militantes sur Internet comporte des risques : elle peut attirer l'attention du pouvoir et conduire à des surveillances rapprochées ainsi qu'à des répressions policières et judiciaires. Les militants ont découvert ces aspects en Russie dans les années 2010. Les informations et les traces numériques laissées sur les plateformes web par les militants de l'opposition et des militants progressistes (antiracistes, LGBT, antifascistes, etc.) ont également été utilisées par leurs ennemis politiques, membres des mouvements d'extrême-droite ou pro-Kremlin. Les mouvements d'extrême-droite se sont appropriés Internet et les outils numériques à la fin des années 1990, comme les autres groupes militants, dans des buts de propagande et d'organisation [Kuzmin, 2008]. Depuis les années 2000, ils utilisent des techniques de manipulation et de désinformation pour diffuser des discours de haine et de stigmatisation sur des sites, des bibliothèques en ligne, des blogs, puis des réseaux sociaux numériques. Internet constitue une ressource également pour ces groupes, pour préparer leurs actions de rue : LiveJournal leur a permis de coordonner la « Marche russe », une manifestation annuelle des mouvances nationalistes, qui se déroule depuis 2005 dans les grandes villes de Russie. Le Mouvement contre l'immigration illégale – qui jouait dans les années 2000 un rôle clé d'intermédiaire entre partis politiques, députés et mouvances d'extrême-droite – a organisé à l'aide de LiveJournal en 2006 des émeutes contre des personnes originaires du Caucase, en particulier

des Tchétchènes, à Kondopoga, une petite ville industrielle de Carélie. Dans les années 2000 et 2010, des blogueurs d'extrême-droite identifiaient des militants (notamment antifascistes) dans les manifestations de rue à l'aide de matériaux en ligne, les dénonçaient à la justice (via des politiciens ultranationalistes proches du pouvoir) et publiaient des listes d'«ennemis du peuple» avec noms, photographies, adresses et numéros de téléphone sur Internet. Une douzaine de militants antifascistes, dont les noms circulaient en ligne, ont été assassinés dans ces années 2000, sans que l'on sache si ces assassinats ont été la conséquence directe des identifications en ligne et des dénonciations.

Les mouvements de jeunesse pro-Kremlin sont aussi très actifs sur Internet depuis les années 2000. Des sommes considérables auraient été employées par le gouvernement pour rémunérer des blogueurs pro-gouvernementaux afin qu'ils délégitiment les opposants en inondant leurs blogs et sites de vidéos de photomontages et de commentaires diffamatoires, ou bien en organisant des cyberattaques [Stukal et al., 2022]. Avec l'apparition des blogs, des médias en ligne et des réseaux sociaux numériques, des pratiques ont émergé telles que le «*trolling*», qui est une forme de provocation visant à détourner une conversation de son sujet initial pour l'amener sur un terrain instable en employant des arguments improductifs et haineux. Ces pratiques provoquent la colère et déstabilisent les autres internautes. Une autre pratique est le «*flooding*», où quelques utilisateurs génèrent un nombre important de messages afin de «noyer» celui de leurs adversaires. La production massive d'images négatives sur les opposants au pouvoir par les acteurs pro-gouvernementaux sur Internet disqualifie Internet comme outil de discussion et de revendication politique, au profit d'usages marqués par une prédominance du divertissement et de la communication privée⁵.

L'Internet de l'opposition connut un moment de culmination lors des grandes manifestations de 2011-2012. Le blog LiveJournal et les réseaux sociaux numériques Facebook et Twitter jouèrent un rôle clef dans la diffusion de contenus offrant les preuves en images des fraudes électorales [Radchenko et al., 2012; Reuter & Szakonyi, 2015; White & McAllister, 2014]. Le gouvernement déclara de son côté que ces preuves étaient des «*fakes*». Au même moment, des mouvements de jeunesse pro-gouvernementaux organisèrent des rassemblements sur les places centrales de Moscou pour empêcher la tenue des manifestations de l'opposition. Des attaques par déni de service furent également menées sur des sites et des plateformes numériques de l'opposition (LiveJournal, Twitter, Facebook). De nombreuses rumeurs furent répandues dans ces réseaux sur la dangerosité de se rendre aux manifestations. Les internautes réagirent à ces attaques et menaces en ligne par des énoncés humoristiques et des appels à

5 Arsène constate la même chose pour la Chine [2011, p. 897].

manifester. Les médias sociaux numériques, y compris VKontakte, facilitèrent l'organisation, la communication et la coordination des rassemblements et renforcèrent la participation [Enikolopov et al., 2020], notamment en ayant recours à des hashtags. Après les grandes manifestations de 2011-2012, le pouvoir plaça Internet de plus en plus sous un régime de surveillance et de répressions.

MOBILISATIONS LOCALES, CONTROVERSES ET RÉSEAUX SOCIAUX NUMÉRIQUES. FIN DES ANNÉES 2000-ANNÉES 2010

En Russie, l'accès domestique à Internet a considérablement augmenté au cours des vingt dernières années⁶. Internet n'est actuellement plus une technologie propre à quelques militants experts ou à la population diplômée des mégapoles. Il est désormais utilisé par un grand nombre d'individus. Les réseaux sociaux sont devenus au fil des années l'une des principales sources d'information en Russie [Toepfl, 2013]⁷. Ils sont aujourd'hui des vecteurs efficaces pour les lanceurs d'alerte qui veulent révéler des informations à un public large.

Au cours des années 2000, des mobilisations collectives locales et plus ou moins reliées entre elles, portées par des ONG ou des collectifs d'habitants, ont utilisé Internet dans différents domaines en Russie, parmi lesquels : la sauvegarde du patrimoine urbain⁸ ; la défense du logement et du droit à la ville [Clément, Miriasova & Demidov, 2010], les conflits environnementaux et d'aménagement⁹,

6 De 2 % en 2000 à 50 % en 2011, et à 80 % en 2019 pour la population de plus de 16 ans (https://www.tadviser.ru/index.php/Статья:Интернет-доступ_%28рынок_России%29, consulté le 17 février 2023).

7 Selon une enquête menée en août 2020 par le Centre Levada, plus d'un tiers des Russes s'informent sur les réseaux sociaux (<https://www.levada.ru/2020/09/28/ggh/>, consulté le 17 février 2023).

8 Contre la construction de la tour Gazprom, qui aurait été le nouveau plus grand bâtiment d'Europe, à Saint-Petersbourg en 2009, en utilisant un site Internet, LiveJournal et VKontakte.

9 Défense de parcs urbains menacés de disparition au profit de parkings ou de projets immobiliers ; protection du lac Baïkal contre des pollutions chimiques ; défense de la forêt de Khimki, en banlieue de Moscou, contre un projet d'autoroute en 2007-2011 (selon l'observation des médias Public.ru, elle constitua le thème de la blogosphère le plus repris par les médias en 2010 et en 2011 : <http://www.public.ru/blogsmi> et <http://www.public.ru/blogsmi2011>, consultés le 17 février 2023) ; opposition au projet des Jeux Olympiques de Sotchi qui occasionna de nombreuses expropriations illégales en 2014 ; mobilisation contre un projet de méga-décharge nationale à Shies en région d'Arkhangelsk en 2018-2020).

les transports¹⁰, la critique de l'arbitraire étatique¹¹, la lutte contre la réforme des retraites (2018), le syndicalisme, la défense des secteurs publics de la recherche, de l'éducation, de la culture, de l'aide sociale et de la santé, l'observation des élections et la documentation des fraudes comme le bourrage des urnes (2011-2012), etc.

Certains groupes utilisent exclusivement une seule plateforme (site, LiveJournal), d'autres plusieurs. De nouveaux outils numériques ont vu le jour dans les années 2000 : des sites ont été créés pour des pétitions liées à une mobilisation particulière, puis des sites de pétition en ligne (comme Change.org et Avaaz.org) sont apparus. Les utilisations varient également en fonction des types d'activités au sein des groupes. À la fin des années 2010, dans les mobilisations massives comme la lutte contre un projet national de méga-décharge à Shies, dans la région d'Arkhangelsk (2018-2020), les militants utilisèrent VKontakte pour la construction de la communauté et la communication. Ils se servirent également des chaînes publiques de Telegram pour diffuser des informations (le public était moindre que sur VKontakte) [Poupin, 2021a, 2021b]. VKontakte a aussi été largement utilisé lors des « émeutes des déchets » en Russie [Wu & Martus, 2020]. Pour la coordination pratique des actions, les activistes utilisent de préférence les messageries, comme WhatsApp, Viber et Telegram, plutôt que les tchats VKontakte, car elles sont perçues comme plus sûres vis-à-vis des services de police russes. Ces messageries représentent des « espaces de coulisses » dans la mobilisation [Tréré, 2019].

Dès la première moitié des années 2000, Internet (LiveJournal, puis VKontakte) a constitué une source d'information instantanée et alternative aux médias officiels lors de situations d'urgence, notamment au moment d'attentats terroristes, de catastrophes naturelles [Asmolov, 2020] ou industrielles [Golbraich, 2011]. À la fin des années 2000, Internet se répand en dehors des grands centres urbains et des capitales, dans les petites et moyennes villes et dans les espaces ruraux, dans les régions les plus périphériques du pays. Internet donne à voir des régions, des territoires peu connus et des mobilisations d'habitants touchant l'environnement ou le quotidien, auparavant marginalisées et invisibilisées par les médias. Les plus fortes augmentations du nombre d'utilisateurs du Web des années 2010 et du début des années 2020 ont eu lieu dans les petites villes et les zones rurales du pays. Comme dans beaucoup de pays, la diffusion d'Internet dans certaines régions a été grandement facilitée par la réduction du coût d'accès et la propagation rapide des technologies de communication mobile.

10 Mobilisation contre les taxes douanières sur les voitures importées à Vladivostok en 2018 et contre les taxes sur les transports à Kaliningrad en 2009-2010.

11 Mouvement des Seaux bleus contre les infractions au code de la route commises par les véhicules officiels.

Sur Internet, des communautés virtuelles se créent autour de problèmes locaux communs ou de situations d'urgence. Elles réunissent des individus qui cherchent à apporter des réponses pratiques à des problèmes immédiats [Zvereva, 2012]. Face à la faiblesse et à la lenteur de la réponse gouvernementale pour régler les problèmes, des associations de volontaires se sont développées en utilisant les réseaux sociaux numériques, par exemple en 2010 autour de la lutte contre les incendies de forêt et du soutien aux victimes [Bertrand, 2017], dans le cadre du sauvetage des populations face aux crues soudaines à Krymsk dans la région de Krasnodar en 2012 [Roesen & Zvereva, 2014], pour régler des problèmes quotidiens de voirie et de gestion des espaces communs résidentiels, etc. Des activistes ont créé des applications pour documenter ce types de problèmes dans différentes sphères (élections, éducation, écologie, transport, santé publique, etc.) et les faire remonter aux autorités [Ermoshina, 2014]. De cette manière, Internet a encouragé et organisé l'action hors ligne, qui s'inscrit dans un système de débrouille mis en place dans l'urgence. Certains groupes se sont pérennisés et se sont réactivés lors d'autres catastrophes du même type. Ce fut le cas d'une bonne partie des groupes de lutte citoyenne contre les incendies de forêts.

Les questions sociétales sont marquées par des dynamiques complexes de politisation et de dépolitisation, variant selon les contextes, les dossiers et les époques. L'apparition de mobilisations et de controverses sont des moments particuliers de mise en public de problèmes et de politisation d'enjeux sociaux [Chateauraynaud, 2010]. Or, ces moments constituent des séquences limitées dans le temps. Un dossier comme la réforme des retraites, le traitement des déchets, une catastrophe industrielle devient problématique et controversé dans certaines conditions et pour une période donnée, avant d'être redéfini et de retourner dans une sorte d'«oubli» quand la routine administrative et sociale se réinstalle [Hird et al., 2014]. Lorsqu'elles sont au centre de l'attention publique et médiatique, les questions sont des «problèmes publics» [Gusfield, 2009], pour lesquels les citoyens mobilisés attendent des autorités qu'elles leur rendent des comptes, informent et décrivent ces problèmes de manière transparente¹². Dans ces processus de visibilité des dossiers, Internet a profondément modifié les régimes de visibilité des actions, des événements, des individus ainsi que des experts et des contre-experts. Il a bouleversé les univers de l'information et des savoirs. Internet fournit aussi en Russie de nombreux appuis critiques aux personnes qui y cherchent des informations. Il a profondément modifié les modes d'existence publique des problèmes ainsi que la portée et la circulation des arguments [Bureau et al., 2003]: il a créé de nouveaux publics, transformé les modalités d'apparition en public et la façon pour les acteurs collectifs de porter les causes, se faire entendre et lutter pour la visibilité. Il a offert un autre type de médiation que les médiations institutionnelles, télévisuelles, journalistiques

12 Ces actions sont résumées dans la notion d'accountability' introduite par Harold Garfinkel.

traditionnelles. Internet sert à informer et à s'informer au quotidien, faire le point sur des questions controversées, mener et diffuser des contre-expertises et des enquêtes citoyennes, interpeller les pouvoirs, discuter, comparer et mettre en perspective des résultats des mobilisations. Ces processus sont visibles dans les nombreux groupes dédiés aux domaines de lutte et problèmes cités plus haut, sur VKontakte et Facebook.

Les luttes environnementales présentent des aspects intéressants concernant le lien entre mobilisations et outils numériques. Elles furent les premières actions de protestation d'ampleur tolérées par le pouvoir soviétique, durant la perestroïka. Elles donnèrent lieu à un mouvement écologiste d'envergure de 1986 à 1991 [Coumel & Elie, 2014; Raviot, 2001]. Après la chute du régime soviétique, ces mouvements perdirent en intensité [Coumel & Elie, 2014; Henry, 2010], une partie des militants écologistes furent cooptés par les organes du pouvoir eltsinien [Yanitskii, 1999]. D'autres animèrent des organisations non gouvernementales qui subsistèrent grâce à des financements occidentaux notamment. Ces dernières choisirent la voie de la modération et de l'expertise technique, sans assise sociale [Ziegler & Lyon, 2002]. Pendant la perestroïka, les thématiques environnementales étaient traitées, et parfois de manière critique, par les médias de masse. Elles furent exclues à partir des années 2000 de l'agenda médiatique, les médias mainstream devenant loyaux au gouvernement. Face à cette situation, les militants écologistes se tournèrent les premiers vers les médias numériques sociaux. Dans les années 2000, les organisations environnementales (comme Greenpeace, WWF, Bellona, la « Veille environnementale dans le Nord Caucase », « Sauvons [la réserve naturelle de] l'Utrish! ») mobilisèrent très tôt les outils numériques (sites, VKontakte, LiveJournal, Facebook, Twitter) [Golbraich, 2012].

Depuis le début des années 2010, les questions environnementales et sanitaires ont pris de l'ampleur dans les médias, les réseaux sociaux numériques et les préoccupations du public¹³. Le phénomène est mondial, Tanguy Lepesant [2018] décrit des dynamiques similaires à Taïwan : après avoir connu un engouement fort dans le contexte démocratique de la fin des années 1980, les questions environnementales ont été délaissées dans les années 1990 et 2000, puis ont effectué un retour en force dans les années 2010. Cette évolution est concomitante de la montée d'Internet et des réseaux sociaux numériques. Parallèlement, les conflits environnementaux se sont multipliés dans les régions russes ce qui laisse penser que l'écologie porte en elle un des plus forts potentiels de mobilisation dans le pays, les destructions de l'environnement proche et les conditions

13 Un sondage réalisé en janvier 2020 par le Centre de recherche indépendant Levada a révélé que 48 % des Russes considéraient alors la pollution de l'environnement comme l'une des menaces principales pour l'humanité, devant le terrorisme (42 %) ou les guerres (37 %) (<https://www.levada.ru/2020/01/23/problemny-okruzhayushhej-sredy/>, consulté le 17 février 2023).

sanitaires mobilisant davantage que les questions politiques ou les droits humains. Les problèmes environnementaux les plus abordés sur des réseaux numériques de proximité comme VKontakte sont la destruction des espaces verts dans les villes, l'abattage des forêts et les projets d'aménagements menaçant les milieux naturels et la vie locale [Golbraich, 2019]. Les groupes les plus importants rassemblent plusieurs dizaines de milliers de membres.

Les groupes environnementaux sont de différents types, généralistes ou liés à un conflit spécifique. Les luttes spécifiques utilisent surtout VKontakte et YouTube. Les internautes actifs des pages dédiées aux luttes locales sortent de l'espace numérique et s'engagent dans des rassemblements et des actions hors ligne. Les groupes des luttes spécifiques sont assez disparates et plus ou moins liés entre eux. Vladimir Golbraich [2018] a montré pour la ville de Saint-Petersbourg que les pages VKontakte de groupes locaux, spécifiques, étaient très peu connectées entre elles et à des groupes généralistes. Mais, pour certaines mobilisations massives et inédites, comme celle de la lutte contre le projet de méga-décharge à Shies, dans la région d'Arkhangelsk, le thème a circulé en dehors des groupes dédiés [Golbraich, 2021 ; Poupin, 2021a, 2021b].

Jusqu'à ces dernières années, ces initiatives et mobilisations intéressaient peu l'opposition politique, qui portait principalement des revendications d'un changement du système et dénonçait la corruption et les répressions politiques, au détriment des questions sociales et environnementales [Wood, 2018]. De leur côté, les mobilisations sociales et environnementales locales se tiennent en général loin des partis politiques, y compris des mouvements de l'opposition libérale. Les habitants mobilisés estiment que la politique est un domaine à part, dangereux, corrompu, vil, dont il ne faut pas s'approcher. Les mouvements et partis d'opposition avaient traditionnellement investi les réseaux sociaux plutôt occidentaux (Facebook, Twitter, Telegram). À partir de 2013, le cas du célèbre opposant nationaliste et libéral, Alekseï Navalny, a constitué une exception à la règle : son équipe de communication professionnelle de la Fondation anti-corruption (FBK) a mis en œuvre une stratégie transmédia visant à mobiliser l'opinion publique sur des sites Internet, des mails, LiveJournal, Twitter, Odnoklassniki, Instagram, VKontakte, Facebook, YouTube, Telegram, etc. [Gambiarato & Medvedev, 2015]. Ses reportages prennent souvent (sans les citer) des matériaux publiés par des militants, des fonctionnaires et des journalistes locaux, qui habitent près des sites incriminés dans les régions : ce fut le cas par exemple de la lutte de Shies ou de la catastrophe de Norilsk (en mai 2020).

PANDÉMIE DE LA COVID-19, MESURES SANITAIRES ET MOBILISATIONS REVENDICATIVES. 2020-2021

La pandémie liée à la Covid-19 a été un désastre sanitaire en Russie. Face à la crainte d'avoir à gérer un mécontentement de masse dirigé contre le président Poutine, le gouvernement a choisi de déléguer aux autorités régionales le soin de prendre, après les élections législatives de septembre 2020, des mesures contraignantes. Le résultat fut une réponse épidémique chaotique, faite de mesures très différentes dans des régions aux situations sanitaires comparables et de passes sanitaires parfois valables seulement à un niveau local. Les mesures sanitaires très strictes et non coordonnées entre elles suscitèrent des mécontentements et la méfiance vis-à-vis du pouvoir qui jusqu'alors ne s'était pas beaucoup préoccupé de la santé des personnes (le système de santé est extrêmement détérioré, notamment dans les régions). Pendant la pandémie, des masses de personnes sont passées en télétravail, à l'enseignement à distance et ont dû s'adapter à la numérisation de nombreux services de l'État. La pandémie a amené à une utilisation plus massive d'Internet et des réseaux sociaux numériques. Comme dans d'autres pays, ces réseaux ont participé à la circulation d'informations trompeuses et de discours de polarisation, de haine et de stigmatisation.

La crise sanitaire et sociale liée à la pandémie de la Covid-19 a également initié une vague de volontariat, qui s'est exercé dans ou avec les réseaux sociaux numériques. Différents mouvements d'aide ont été initiés pour approvisionner les personnes vulnérables en produits de première nécessité, soutenir les établissements et les personnels de santé et fournir une assistance juridique aux patients et leurs familles. Les utilisateurs de Yandex.Maps utilisèrent par exemple des hashtags pour mettre en lien bénévoles et personnes dans le besoin dans les quartiers des villes.

En 2020, dans le cadre des mesures restrictives mises en place, des rassemblements virtuels ont été menés dans plusieurs villes de Russie, dont Rostov-sur-le-Don, Krasnoïarsk, Nijni-Novgorod et Moscou. Les internautes plaçaient un point près d'un bâtiment qui abrite le gouvernement local ou fédéral sur une carte de l'application Yandex.Map, accompagné de commentaires comme «À bas les laissez-passer!» La société Yandex a «dispersé» ces rassemblements en effaçant les messages jugés inappropriés. En février 2020, un rassemblement en ligne fut organisé contre la vaste révision constitutionnelle autorisant Vladimir Poutine à se maintenir au Kremlin jusqu'en 2036.

Parallèlement, et malgré le contexte pandémique, des manifestations massives de plusieurs dizaines de milliers de personnes ont eu lieu dans la rue, comme à Khabarovsk, la plus grande ville de l'Extrême-Orient russe, de juillet 2020

à septembre 2021, contre l'arrestation politique de Sergueï Fourgal, le gouverneur de la région. Les réseaux sociaux numériques VKontakte, Odnoklassniki et Twitter ont donné à voir et organiser ces événements [Brodovskaya et al., 2021]. Navalny fut arrêté en janvier 2021 à son retour de Berlin, où il avait passé plusieurs mois en convalescence après avoir survécu à un empoisonnement. Son équipe a riposté en lançant de nombreux appels à manifester sur les réseaux sociaux numériques, y compris la plateforme populaire de partage de vidéos TikTok (très utilisée par les lycéens, et où le hashtag #svobodunaval'nomu [#LibérezNavalny] a été partagé plus de 90 millions de fois en quelques jours), et a diffusé sur YouTube une enquête sur l'immense propriété de Poutine sur les rives de la mer Noire (visionnée plus de 60 millions de fois). Dans le contexte de la pandémie, le gouvernement interdisait, comme dans d'autres pays, les manifestations. Malgré cela, environ 15 000 personnes se rassemblèrent à Moscou et plusieurs milliers dans une centaine de villes du pays. Ces rassemblements furent durement dispersés.

GUERRE DE LA RUSSIE EN UKRAINE, 2022. UNE CONCLUSION

Comme nous l'avons dit précédemment, une majorité de citoyens ont accès à Internet en Russie. Les sources d'informations non-officielles, critiques et pertinentes sur un certain nombre de sujets sont disponibles, mais relativement peu utilisées. Les internautes doivent choisir qui croire : ces sources alternatives ou les sources officielles. Cette tâche est difficile car en général les choix sont peu réfléchis, les informations officielles, dominantes sont considérées exactes et fiables sans vérification des sources. La majorité de l'opinion en Russie semble avoir adhéré à l'interprétation officielle des événements qui se sont déroulés en Ukraine, en hiver-printemps 2014 (Maïdan, annexion de la Crimée puis occupation russe des territoires du Donbass) et depuis le 24 février 2022 (guerre actuelle). Ces événements ont été accompagnés d'un flot de discours et d'activités en ligne de la part de mouvements nationalistes russes. Les groupes anti-Maïdan présents sur VKontakte, financés par des fonds gouvernementaux russes, instrumentalisent la nostalgie envers le passé soviétique, cultivée par le régime de Poutine, pour décrire les manifestants ukrainiens et le gouvernement provisoire issu de la révolution de Maïdan comme des « fascistes » et des « nazis » [Kozachenko, 2019]. La thématique militariste s'est imposée à l'agenda politique et médiatique et a réussi à rester au centre de l'attention publique maintenant depuis février 2022. La télévision demeure en Russie le média principal et dominant pour la majorité de la

population¹⁴. Les médias dominants officiels proposent des versions numériques, qui sont des sources d'information très visitées et citées par les internautes. Les réseaux sociaux numériques constituent de cette manière des relais de la propagande étatique. Une minorité de la population, et ce n'est pas une spécificité de la Russie, connaît les règles du jeu de la désinformation.

Une petite partie de la population s'est exprimée contre la guerre à la fin du mois de février 2022, pendant un mois. La Douma d'État russe a rapidement adopté une loi sur le « discrédit de l'armée » en mars (article 20.3.3), qui concerne également Internet : les posts, les commentaires et les « likes » en ligne. Les amendements ont porté sur le Code des infractions administratives ainsi que sur le Code pénal russe. Entre fin février et fin novembre 2022, 19 428 personnes (dont la grande majorité le premier mois de la guerre) ont été arrêtées dans des rassemblements anti-guerre, un peu plus de 5 000 amendes (d'une moyenne de 400 euros) ont été dressées et environ 350 procédures judiciaires ont été engagées pour fausses informations et discrédit de l'armée¹⁵. La pratique montre cependant que les juges se rangent souvent du côté des citoyens accusés en vertu de cet article. Des cagnottes ont été ouvertes pour aider à payer ces amendes. Dans ce contexte de guerre et de censure des médias, l'application de messagerie Telegram a connu une montée en puissance. Elle est aujourd'hui une source d'information majeure pour les uns et un vecteur de propagande pour les autres. Internet permet ainsi la diffusion colossale de fausses informations et de propagande tout en offrant des plateformes de diffusion, de contre-vérification plus fortes qu'avant.

Nous avons ainsi vu dans ce chapitre qu'Internet sert autant à l'échange d'informations, aux discussions politiques et à l'organisation d'activités revendicatives qu'à la surveillance, à la communication et aux répressions étatiques ou venant d'organisations nationalistes, pro-gouvernementales. Le cas russe offre un intérêt pour la question des effets de l'activisme en ligne sur les activités protestataires hors ligne. D'un côté, Internet permet de rendre visibles des mobilisations et des problèmes publics qui émergent sur un territoire immense. Mais le militantisme reste en Russie une activité à très haut risque, qui demande une préparation aux situations de face-à-face, ce à quoi ne prépare pas Internet.

14 Selon une étude publiée par le centre indépendant Levada, la télévision a été mentionnée comme étant une source d'information par une moyenne de 63% des personnes interrogées en juin en Russie, alors qu'à Moscou, ce chiffre était de 52%. Les médias Internet ont été mentionnés par 32% des répondants en Russie et par 50% des Moscovites. Enfin, 16% des répondants en Russie et 30% des Moscovites ont mentionné Telegram comme source d'information : <https://www.levada.ru/2022/07/15/istochniki-informatsii-moskva-i-rossiya/> (consulté le 17 février 2023).

15 Données de fin novembre 2022, rassemblées par le mouvement OVD-Info, né en 2011, qui répertorie les arrestations politiques dans toute la Russie et propose une aide juridique aux personnes interpellées : <https://data.ovdinfo.org/svodka-antivoennyi-repressiy-devyat-mesyacevovnyy> (consulté le 17 février 2023).

Nous avons vu aussi que la désinformation concerne tous les sujets politiques et sociaux en Russie, et en particulier les mobilisations revendicatives, le contexte de crise épidémique et la guerre. La désinformation a comme conséquence de créer des conflits et des divisions entre les individus ainsi que d'accroître la polarisation sociale. Il est difficile de dire ce qui va émerger de cela. Les temps sont incertains et le sol est plus que mouvant en Russie.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- [Asmolov, 2020] Asmolov, Gregory, «Runet in crisis situations» in Davydov, Sergey (dir.), *Internet in Russia. A Study of the Runet and Its Impact on Social Life*, Cham, Springer, p. 231-250
- [Arsène, 2011] Arsène, Séverine, «De l'autocensure aux mobilisations. Prendre la parole en ligne en contexte autoritaire», *Revue française de science politique* vol. 61, n° 5, p. 893-915.
- [Baker, 2011] Baker, Stéphanie-Alice, «The mediated crowd: new social media and new forms of rioting», *Sociological research online* vol. 16, n° 4.
- [Bloomfield & Doolin, 2012] Bloomfield, Brian & Doolin, Bill, «Symbolic communication in public protest over genetic modification: visual rhetoric, symbolic excess, and social mores», *Science Communication* vol. 20, n° 10, p. 1-26.
- [Brodovskaya et al., 2021] Brodovskaia, Elena, Davydova, Maria, Doncov, Aleksandr, Hardikova, Anna, «Bazovyie tendencii transformacii massovyh političeskikh protestov v RF (2020 - 2021 gg.)» [Tendances fondamentales de la transformation des manifestations politiques de masse en Fédération de Russie (2020-2021)], Actes de l'Université d'État de Tula, 2, p. 45-58.
- [Bureau, Chateauraynaud et al., 2003] Bureau, Marie-Christine, Chateauraynaud, Francis, Lejeune, Christophe, Torny, Didier & Trabal, Patrick, «Internet à l'épreuve de la critique», *Programme «Société de l'information»*, CNRS.
- [Cardon & Granjon, 2013] Cardon, Dominique & Granjon, Fabien, *Médiactivistes*, Paris, Presses de Sciences Po.
- [Chateauraynaud, 2010] Chateauraynaud, Francis, «Des disputes ordinaires à la violence politique: l'analyse des controverses et la sociologie des conflits» in Bourquin, Laurent, Hamon, Philippe (dir.), *La Politisation: conflits et construction du politique depuis le Moyen Âge*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, p. 91-108.
- [Clément, Miriasova & Demidov, 2010] Clément, Karine, Miriasova, Olga & Demidov Andreï, *Ot obyvatel'ej k aktivistam. Zaroždatiečâ social'nye dvizenâ v sovremennoj Rossii* [Des hommes ordinaires aux activistes: mouvements sociaux émergents en Russie contemporaine], Moscou, Tri kvadrata.

- [Cossart & Taïeb, 2011] Cossart, Paula & Taïeb, Emmanuel, «Spectacle politique et participation. Entre médiatisation nécessaire et idéal de la citoyenneté», *Sociétés & Représentations* vol. 31, n°1, p. 137-156.
- [Coumel & Elie, 2014] Coumel, Laurent & Elie, Marc, «A belated and tragic ecological revolution: nature, disasters, and green activists in the Soviet Union and the Post-Soviet States, 1960s-2010s», *The Soviet and Post-Soviet Review* vol. 40, n° 2, p. 157-165.
- [Desroches, 2011] Desroches, Dominic, «La fabrication du climat politique. Analyse de l'espace émotionnel et de la communauté d'émotions», *Implications philosophiques* (<http://www.implications-philosophiques.org/semaines-thematiques/passions-dans-lespace-public/la-fabrication-du-climat-politique/>).
- [Enikolopov et al., 2020] Enikolopov, Ruben, Makarin, Alexey & Petrova, Maria, «Social media and protest participation: evidence from Russia» *Econometrica* vol. 88, n° 4, p. 1479-1514.
- [Ermoshina, 2014] Ermoshina, Ksenia, «Democracy as pothole repair: Civic applications and cyber-empowerment in Russia», *Cyberpsychology: Journal of Psychosocial Research on Cyberspace* vol. 8, n° 3.
- [Etling et al., 2010] Etling, Bruce, Alexanyan, Karina, Kelly, John, Faris, Robert, Palfrey, John G. & Gasser, Urs, «Public Discourse in the Russian Blogosphere: Mapping RuNet Politics and Mobilization», *Berkman Center Research Publication*, 2010-11.
- [Gambarato & Medvedev, 2015] Gambarato, Renira Rampazzo & Medvedev Sergei, «Grassroots political campaign in Russia: Alexey Navalny and transmedia strategies for democratic development», *Promoting social change and democracy through information technology. IGI Global*, p. 165-192.
- [Gamson, 1998] Gamson, William, «Social movements and cultural change» in Giugni, Marco, McAdam, Doug & Tilly, Charles (dir.), *From Contention to Democracy*, Lanham and Oxford, Rowman & Littlefield Publishers, p. 57-77.
- [Gitlin, 1980] Gitlin, Todd, *The Whole World is Watching*, Berkeley, University of California Press.
- [Gladarev, 2013] Gladarev, Boris, «Opyty preodolenia «publičnoj nemoty»: analiz obščestvennyh diskussii v Rossii načala XXI veka» [Des expériences de dépassement de la «surdité publique»: analyse de discussions publiques en Russie au début du XXI^e siècle], *La société russe   la recherche d'une langue publique: hier, aujourd'hui, demain* (conférence 15-17 janvier 2013, Saint-Pétersbourg), Saint-Pétersbourg,  ditions de l'Université européenne de Saint-Pétersbourg, p. 13-19.
- [Golbraich, 2011] Golbraich, Vladimir, «Po emou proizošel «Sibirskij  ernobyl'»? Avaria na Sa no- ušenskoij GES v rossiskoij blogosfere» [Pourquoi le «Tchernobyl sibérien» a-t-il eu lieu? L'accident de la centrale hydroélectrique Sayano-Shushenskaya dans la blogosphère russe], *Télescope: une revue de recherche sociologique et de marketing*, 6, p. 39-45.

- [Golbraich, 2012] Golbraich, Vladimir, «Social'nye seti v Internete kak resours dlâ ekologičeskogo dviženâ v Rossii» [Les médias sociaux sur Internet comme ressource pour le mouvement environnemental en Russie] in Božkov, Oleg (dir.), *La sociologie hier, aujourd'hui, demain*, Éditions Eidos, p. 361-375.
- [Golbraich, 2018] Golbraich, Vladimir, «Členy ekologičeskikh grupp v sotsial'ny'h media: tsifrovoe učastie i interesy» [Les membres des groupes environnementaux sur les médias sociaux : participation numérique et centres d'intérêt], *La sociologie pétersbourgeoise aujourd'hui*, 9, p. 91-119.
- [Golbraich, 2019] Golbraich, Vladimir, «Ekologičeskie konflikty v Rossii i cifrovoe setevoe učastie» [Les conflits écologistes en Russie et la participation aux réseaux numériques], *Sociologičeskie issledovaniâ* vol. 6, p. 74-85.
- [Golbraich, 2021] Golbraich, Vladimir, «Ekologičeski konflikt v povestke dlâ social'noj seti» [Les conflits environnementaux au programme des médias sociaux], *Sociologie et gouvernement* vol. 7, n° 2, p. 102-115.
- [Gromov, 2008] Gromov, Dmitri, «Ulitěny teatr molodežnoj politiki: oppozicionnye dviženia» [Le théâtre de rue de la politique des jeunes : les mouvements d'opposition], *Etnograficheskoe obozrenie*, 1, p. 19-29.
- [Gunthert, 2013] Gunthert, André, «La culture du partage ou la revanche des foules» in Le Crosnier, Hervé (dir.), *Culturenum. Jeunesse, culture et éducation dans la vague numérique*, Caen, C & F Editions, p. 163-175.
- [Gunthert, 2014] Gunthert, André, «L'image conversationnelle», *Études photographiques*, n°31.
- [Henry, 2010] Henry, Laura, *Red to Green. Environmental Activism in Post-Soviet Russia*, Ithaca, NY, Cornell University Press.
- [Kireev, 2006] Kireev, Oleg, *Povarennaâ kniġa media-aktivista* [Le livre de recettes du media-activiste], Moscou, Ultra Kultura.
- [Kiriya, 2012] Kiriya, Iliia, «Les réseaux sociaux comme outil d'isolation politique en Russie», *Journal of Communication Studies*, vol. 5, n°1(9), p. 193-207.
- [Kozachenko, 2019] Kozachenko, Ivan, «Fighting for the Soviet Union 2.0: digital nostalgia and national belonging in the context of the Ukrainian crisis», *Communist and Post-Communist Studies*, vol. 52, n° 1, p. 1-10.
- [Kuzmin, 2008] Kuzmin, Alexander, ««Pravy» Internet v Rossii: specifika razvitiia i problemy protivodejstvâ» [L'Internet de droite en Russie : spécificités du développement et problèmes de la lutte contre ce phénomène], *POLITEX*, vol. 4, n° 3, p. 74-96.
- [Lepesant, 2018] Lepesant, Tanguy, «Les questions environnementales, espace de (re) politisation de la jeunesse taïwanaise», *Monde chinois*, n° 56, p. 108-119.

- [Lipsky, 1968] Lipsky, Michael, «Protest as a political resource», *American Political Science Review* vol. 62, n° 4, p. 1144-1158.
- [Lysenko & Desouza, 2010] Lysenko, Volodymyr & Desouza Kevin, «Cyberprotest in contemporary Russia: the cases of Ingushetiya.ru and Bakhmina.ru», *Technological Forecasting & Social Change*, 77, p. 1179-1193.
- [Matvejchev, 2010] Matvejchev, Oleg, *Povelitel'noe naklonenie istorii* [Inclinaison autoritaire de l'histoire], Moscou, Éksmo.
- [Nenachev, 2010] Nenachev, Mikhaïl, *Illuzii svobody. Rossijskie SMI v epohu peremen (1985-2009)* [L'illusion de la liberté. Les médias russes dans une époque de changement (1985-2009)], Moscou, Logos.
- [Neveu, 1999] Neveu, Erik, «Médias, mouvements sociaux, espaces publics», *Réseaux*, vol. 17, n° 98, p. 17-85.
- [Neveu, 2010] Neveu, Erik, «Médias et protestation collective» in Agrikoliansky, Eric, Sommier, Isabelle & Fillicule, Olivier (dir.), *Penser les mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, p. 245-264.
- [Nocetti, 2012] Nocetti, Julien, «Le Web en Russie: de la virtualité à la réalité politique ?», *Russie.Nei.Reports*, 10.
- [O'Lear, 1999] O'Lear, Shannon, «Networks of engagement: Electronic communication and grassroots environmental activism in Kaliningrad», *Geografiska Annaler: Series B, Human Geography* vol. 81, n° 3, p. 165-178.
- [Pariser, 2011] Pariser, Eli, *The Filter Bubble. What the Internet Is Hiding from You*, New York, Penguin Press.
- [Poberezhskaya, 2018] Poberezhskaya, Marianna «Blogging about climate change in Russia: activism, scepticism and conspiracies», *Environmental Communication* vol. 12, n° 7, p. 942-955.
- [Poupin, 2013] Poupin, Perrine, «Quand les manifestants s'emparent de la vidéo à Moscou: communiquer ou faire participer ?», *Participations*, n° 7, p. 73-96.
- [Poupin, 2021a] Poupin, Perrine, «Shies, d'une opposition à un projet de décharge à un conflit régional contre l'importation de déchets de Moscou dans le Grand Nord (région d'Arkhangelsk)», *EchoGéo*, 56, avril-juin.
- [Poupin, 2021b] Poupin, Perrine, «Government responses to online activities of waste protest: the case of VKontakte and the Shies uprising in Far Northern Russia», *First Monday*, vol. 26, n° 5.
- [Radchenko et al., 2012] Radchenko, Darya, Pisarevskaya, Dina, & Ksenofontova, Irina, «Logika virtual'nogo protesta: nedelâ posle vyborov-2011» [La logique de la protestation virtuelle: la semaine suivant les élections de 2011]. *Forum d'anthropologie*, vol. 16, p. 108-126.

- [Rakhmanova, 2012] Rakhmanova, Tania, *Au cœur du pouvoir russe. Enquête sur l'empire Poutine*, Paris, La Découverte.
- [Raviot, 2001] Raviot, Jean-Robert, «L'écologie et les forces profondes de la perestroïka», *Diogène* vol. 194, n° 2, p. 152-159.
- [Reuter & Szakonyi, 2015] Reuter, Ora John & Szakonyi, David, «Online social media and political awareness in authoritarian regimes», *British Journal of Political Science* vol. 45, n° 1, p. 29-51.
- [Roesen & Zvereva, 2014] Roesen, Tine & Zvereva, Vera, «Social networks sites on the Runet: Exploring social communication» in Gorham, Michael, Lunde, Ingunn & Paulsen, Martin (dir.), *Digital Russia. The Language, Culture and Politics of New Media Communication*, Abingdon, Routledge, p. 72-87.
- [Rucht, 2004] Rucht, Dieter, «The quadruple «A»: media strategies of protests movements since the 1960s» in van de Donk, Wim, Loader, Brian, Nixon, Paul G. & Rucht, Dieter (dir.), *Cyber Protest. New Media, Citizens and Social Movements*, London, Routledge.
- [Sobieraj, 2011] Sobieraj, Sarah, *Soundbitten. The Perils of Media-Centered Political Activism*, New York University Press.
- [Stukal et al., 2022] Stukal, Denis, Sanovich, Sergey, Bonneau, Richard & Tucker, Joshua A., «Why Botter: How Pro-Government Bots Fight Opposition in Russia», *American Political Science Review* vol. 116, n° 1, p. 843-857.
- [Tchernyshev, 2008] Tchernyshev, Yuri, «O vîlnij blogosfery na rossijskuiû publiçniû politiku» [Sur l'impact de la blogosphère sur la politique publique russe], *Sciences politiques*, 2, p. 99-118.
- [Toepfl, 2013] Toepfl, Florian, «Making sense of the news in a hybrid regime: how young Russians decode state TV and an oppositional blog», *Journal of Communication* vol. 63, n° 2, p. 244-265.
- [Trakhtenberg, 2004] Trakhtenberg, Anna, «Informatsionnaâ revoliuciâ i informacionnij raskol: što proishodit v Rossii?» [La révolution de l'information et la fracture informationnelle: Que se passe-t-il en Russie ?], Rapport annuel scientifique de l'institut de philosophie et de droit du Département de l'Oural de l'Académie des Sciences de Russie, 5, p. 329-343.
- [Treré, 2019] Treré, Emiliano, *Hybrid Media Activism: Ecologies, Imaginaries, Algorithms*, Abingdon, Routledge.
- [Yanitskii, 1999] Yanitskii, Oleg, «Russian Environmental Movements» in Conway, Jill, Keniston, Kenneth, Marx, Leo (dir.), *Earth, Air, Fire, Water: Humanistic Studies of the Environment*, Amherst, University of Massachusetts Press.
- [White & McAllister, 2014] White, Stephen & McAllister, Ian, «Did Russia (nearly) have a Facebook revolution in 2011? Social media's challenge to authoritarianism», *Politics* vol. 34, n° 1, p. 72-84.

- [Wood, 2018] Wood, Tony, *Russia Without Putin. Money, Power and the Myths of the New Cold War*, Londres et New York, Verso.
- [Wu & Martus, 2020] Wu, Fengshi & Martus, Ellie, «Contested environmentalism: The politics of waste in China and Russia», *Environmental Politics* vol. 30, n° 4, p. 493-512.
- [Zvereva, 2012] Zvereva, Vera, *Setenye razgovory: kul'turnye kommunikacii v Runete* [Conversations en réseau: la communication culturelle au sein de Runet], University of Bergen.
- [Ziegler & Lyon, 2002] Ziegler, Charles & Lyon, Henry, «The Politics of Nuclear Waste in Russia», *Problems of Post-Communism* vol. 49, n° 4, p. 33-42.